

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 09/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LALLEMAND SAS

4 chemin du bord de l'eau - 15130 Saint-Simon

Références : 20231005-RAPUB-15-159-inspection-LALLEMAND-Sécheresse
Code AIOT : 0005600162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement LALLEMAND SAS implanté 4 chemin du bord de l'eau 15130 Saint-Simon. L'inspection a été annoncée le 10/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection planifiée dans le contexte de sécheresse que connaît le département du Cantal. Conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, des mesures de restrictions portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement sont demandées.

Cette visite a été opérée en complément d'une présentation par l'exploitant d'un projet de développement à 5 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LALLEMAND SAS - 4 chemin du bord de l'eau 15130 Saint-Simon
- Code AIOT : 0005600162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine Lallemand de Saint-Simon est un site de production de micro-organismes pour l'industrie de la fromagerie, de la nutrition humaine et animale (compléments) ou encore de l'œnologie.

L'exploitation a été autorisée selon l'arrêté préfectoral n°2008-1916 du 28 novembre 2008, dont les prescriptions ont été actualisées par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-1499 du 21 décembre 2016 qui a refondu l'ensemble des prescriptions, et en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-1054 du 22 août 2019 (tableau des rubriques de classement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement et consommation d'eau en période de sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 21/12/2016, article Art 4.2.1
2	Arrêté sécheresse - applicabilité	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
3	Arrêté sécheresse - objectif de réduction	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
4	Arrêté sécheresse - rapportage hebdomadaire	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de confirmer la bonne prise en main par l'exploitant des problématiques liées à la préservation de la ressource en eau. Le jour de la visite, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 étaient respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau – consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2016, article Art 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public de distribution d'eau potable 50 000 m ³ .
Constats : Depuis plusieurs années, l'exploitant s'est engagé dans une démarche de maîtrise et de limitation des flux d'eau. Pour ce faire, dès le début de la démarche, des dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée ont été installés (environ 25 compteurs). Ces dispositifs de mesures font l'objet d'un relevé journalier. Les résultats informatisés ont permis d'identifier les postes de consommation et ainsi mettre en place des actions de maîtrise et de réduction des consommations. Les valeurs de consommation, ramenées aux volumes de production, ont été présentées à l'inspection des installations classées le jour de la visite. D'autres réflexions sont engagées pour optimiser et rationaliser les consommations d'eau. En outre, il est noté que l'exploitant n'effectue aucun prélèvement d'eau directement dans le milieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Arrêté sécheresse - applicabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Applicabilité
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : L'exploitant est bien soumis à l'application du présent arrêté (prélèvement d'eau total annuel supérieur à 10 000 m ³ et soumis à autorisation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Arrêté sécheresse – objectif de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Objectif de réduction
Prescription contrôlée : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes: <ul style="list-style-type: none">– vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;– alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %;– alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %;– crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, le niveau de gravité « sécheresse » est celui de l'alerte renforcée correspondant à un objectif de réduction du prélèvement d'eau de 10 %. Le volume de référence calculé par l'exploitant est conforme aux prescriptions de l'article 2 – II, à savoir un volume de référence égal à la moyenne des volumes journaliers prélevés sur l'année civile précédente ou à la moyenne des volumes journaliers prélevés sur le trimestre civil précédent. Le niveau de réduction calculé et présenté par l'exploitant montre une réduction à hauteur de 17 %. Cet effort de réduction est nettement supérieur à l'objectif de réduction demandé (10 %), ce qui permet d'être en situation de faire face à un passage en état de crise le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Arrêté sécheresse – rapportage hebdomadaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Rapportage consommations eau
Prescription contrôlée : IV. – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/jcpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire . La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les fiches de déclaration hebdomadaires saisies sur la plateforme « démarches-simplifiées » (S36, S37, S38 et S39).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet